



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

29/10/2026

Elections dans l'entité coloniale sioniste : aucun avenir différent n'est possible tant qu'existe cet État!

Nous savions, il n'y avait rien à attendre des élections dans l'entité coloniale sioniste. Les deux blocs opposés sont favorables à la poursuite du génocide et à la déportation ou l'éradication des Palestiniens. Les résultats officiels ne sont pas encore connus, nous avons seulement des projections à partir des bulletins déjà dépouillés (autour de 92 % à l'heure où nous écrivons). Mais ces projections donnent 53 sièges à la coalition de Netanyahu, 48 à celle d'Eisenkottet 19 pour les deux listes comptant des Palestiniens de l'intérieur (ceux appelés « Arabes israéliens ») par les sionistes.

Le score de ces deux listes est le plus important jamais remporté par des listes non sionistes. Mais, elles incarnent deux lignes différentes. La liste unifiée est articulée autour du Haddash, un regroupement dont la force principale est le MAKI (parti communiste israélien), comptant aussi des juifs, comme Ofer Cassif. Ils sont clairement antisionistes, militent pour un État à citoyens à droits égaux et rejettent donc la notion issue du vote de 2018 de la Knesset, comme quoi « Israël est l'État-nation du peuple juif », mais ne remettent pas en cause l'existence de l'État colonial sioniste. Ils représentent le seul courant antisioniste et favorable aux droits des Palestiniens et à leur autodétermination. Il en est tout autrement de la seconde liste Raam. Son leader, Mansour Abbas, de la mouvance conservatrice de l'Islam, a reconnu en 2021 le caractère juif de l'État d'Israël, estimant que celui-ci « est né en tant que tel et il le restera ». Il a aussi approuvé les accords d'Oslo et a des liens avec l'opposition sioniste libérale, puisqu'il a été pendant un an et demi en 2021 et 2022 ministre délégué au cabinet de Naftali Bennett. Il s'est aussi singularisé en affichant une seule préoccupation après l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » : la libération des « otages ». Voici enfin ce qu'en disait le media *Orient XXI* en 2021, alors qu'il négociait avec les partis sionistes opposés à Netanyahu, avant d'être ministre : « Son leader Mansour Abbas manifestait en effet de manière de plus en plus ouverte son souhait de rompre avec ce qui faisait le ciment de cette alliance hétéroclite entre Arabes Israéliens : le lien entre le combat pour les droits des Palestiniens des territoires occupés et ceux d'Israël. Ces derniers, estimait Mansour Abbas, devaient désormais avant tout réfléchir à défendre leurs propres intérêts. Délestés du boulet que représenterait la cause palestinienne, ils pourraient alors envisager des partenariats prometteurs avec une droite nationaliste qui, toute colonialiste et suprématiste qu'elle soit, n'en est pas moins durablement installée au pouvoir. ».

La mobilisation accrue des électeurs palestiniens de l'intérieur s'explique aisément par tout le climat raciste de la société coloniale sioniste et le système d'apartheid complètement aggravés depuis trois ans. Il est pour autant erroné de compter l'ensemble de ces deux listes comme un bloc homogène. Cela ne fait pas de doute, Mansour Abbas est prêt à négocier avec Eisenkott, lequel, pour le moment, rejette cette hypothèse. Pour autant, la liste unifiée est également ouverte à certains scénarii. Yousef Jabareen, tête de liste, membre du Haddash, mais pas du Parti Communiste israélien a déclaré mercredi 28 octobre : « Nous ne voyons pas comment nous pourrions participer à une coalition dans les circonstances actuelles », mais il a ajouté « Mais pour faire tomber la coalition sortante, nous pourrions soutenir un gouvernement alternatif, sans y entrer. ».

Netanyahu, quant lui, multiplie les attaques contre ces deux listes. Il les accuse, en particulier Raam d'avoir reçu de l'argent du Qatar et d'avoir volé les élections. Ces manœuvres sont habituelles, mais prennent un tour plus

important. Le 28 octobre au soir, le chef de la Commission électorale, Noam Sohlberg, a adressé une lettre aux services du renseignement intérieur (Shin Bet) demandant l'ouverture d'une enquête sur des soupçons portant sur un éventuel soutien financier qu'aurait reçu des partis de la part de pays étrangers. Il n'a pas précisé quels partis étaient soupçonnés ni sur quels éléments il s'appuyait, mais a néanmoins demandé une enquête afin de *«trouver les preuves étayant ces soupçons ou de les réfuter.»*. Jamais en retard dès qu'il s'agit d'oppression coloniale, le ministre de la Sécurité intérieure, Itamar Ben Gvir a appelé à arrêter sans délai les chefs des partis arabes *«soupçonnés d'avoir reçu de l'argent du Qatar»*. Il semble que le projet de Netanyahu soit de bloquer la situation afin que de nouvelles élections aient lieu et, dans ce cadre, il a intérêt à discréditer ou écarter au maximum les listes des Palestiniens de l'intérieur.

Que peut-il alors advenir lorsque les résultats seront proclamés ? Le président de la République, le sinistre Isaac Herzog, a sept jours pour désigner une personne chargée de constituer un gouvernement, lequel aura un mois et demi pour former ce même gouvernement. L'hypothèse d'un gouvernement d'union nationale, avec seulement le Likoud, mais pas Ben Gvir ni Smotrich a été formulée, mais n'est guère crédible, Eisenkott s'étant engagé lors de la campagne à ne pas gouverner avec Netanyahu. Reste celle d'un gouvernement minoritaire de l'opposition actuelle, soutenu, pour être constitué, par tout ou partie des députés palestiniens. C'est plutôt compliqué, car dans la coalition de l'opposition, seul Yaïr Golan, le chef du Parti démocrate, fusion constituée en 2024, du Parti travailliste et du Meretz, l'autre formation de la gauche sioniste, est favorable à une alliance avec les partis des Palestiniens de l'intérieur. Le Parti démocrate obtiendrait 8 à 9 sièges, contre 4 dans l'assemblée sortante. Mais ses alliés au sein du bloc sioniste d'opposition gauche / centre / libéraux sont loin de partager cet avis. La situation est donc bloquée et risque de l'être un moment, permettant à Netanyahu de rester en place avec son gouvernement.

Le grand vainqueur pourrait bien être Netanyahu, quoique sa coalition ait perdu la majorité, car le blocage s'il persistait trois mois, entraînerait de nouvelles élections. Si, d'aventure, le bloc d'opposition formait un gouvernement minoritaire avec l'appui de Raam par opportunisme et de la liste unifiée par souci du moindre mal, combien de temps ce gouvernement qui poursuivrait la colonisation et le génocide tiendrait-il ?

Même la poussée électorale des listes comptant des Palestiniens ne change rien à l'affaire. La société des colons sioniste est profondément raciste, profondément ancrée dans l'idée de sa « supériorité » sur ceux qu'elle appelle avec mépris les « Arabes », mais surtout pas les Palestiniens. Elle partage quasi unanimement la négation de leur existence, de leur histoire, de leur patrimoine, elle a une seule idée, que ce soit avec Netanyahu ou Eisenkott : les chasser ou les tuer. Et elle ne veut donc pas entendre parler d'État palestinien. Il n'y a donc rien à attendre d'un futur gouvernement anti Netanyahu, dans une situation où personne ne s'émeut dans l'entité coloniale du renforcement du blocus de Gaza, du génocide par la famine.